



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU C.C.A.S**

N° DLP2019-44 - Séance du 13/11/2019

ACTES

7. Finances locales

7.10 Divers

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
13	9	10

Vote	
Pour	10
Contre	0
Abstention	0

L'an 2019, le 13 novembre à 9h35, le conseil d'administration du C.C.A.S de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Cabernet, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Président du C.C.A.S, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil d'administration le 08/11/2019. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés au C.C.A.S le 08/11/2019.

Présents :

Jean-Luc MEISSONNIER, Alain SOULIER, Marie-Thérèse AMALVY, Régine SUAY, Hubert FABRITIUS, Christiane GAUBERT, Bertrand LEENHARDT, Michel BAUDOUR, Marie-France TEXIER.

Absents représentés :

Jean-Luc DE LA CLERGERIE représenté par Monsieur Hubert FABRITIUS.

Absents:

Jean-Marie COURTES, Anna RAMORA, Morgan SIMAR.

Secrétaire de séance :

Marie BRAL, Directrice du C.C.A.S.

N° DLP2019-44 – ACCEPTATION DE DON

Vu l'article L. 2242-3 du code général des collectivités locales qui autorise les établissements publics communaux à accepter ou refuser par délibération les dons et legs qui leur sont faits,

Madame Régine SUAY informe le conseil d'administration que la société Intermarché Baillargues a fait un don d'une valeur de 1200 € sous forme de bons cadeaux d'une valeur de 5 euros et 10 euros au profit du CCAS pour les lotos organisés dans le cadre du dispositif YAPADAJ.

D'un point de vue comptable, il ne sera procédé à aucun mouvement sur le budget principal du CCAS.

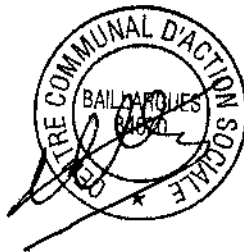
Où l'exposé du rapporteur, après en avoir délibéré à l'unanimité, le conseil d'administration **ACCEPTE** ce don.

Pour extrait conforme,

Le 13/11/2019

Le Président,

Jean-Luc MEISSONNIER



Pour le Président
Alain SOULIER
Vice Président du C.C.A.S

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER.